

REGLEMENT D'ATTRIBUTION DE L'AIDE REGIONALE AU SAUVETAGE ET A LA RESTRUCTURATION DES PME

Adopté par délibération n° CR 54-08 du 26 juin 2008

1/ Objectifs du dispositif

Ce dispositif spécifique s'inscrit dans le cadre du régime notifié Aide d'Etat N° 386/2007 adopté par la Commission européenne le 29 octobre 2007 et vise à permettre aux PME bénéficiaires, confrontées à des difficultés économiques mettant en jeu leur survie, de rétablir au plus vite leur situation.

L'aide régionale est instruite par un prestataire désigné par la Région et notamment subordonnée à la mise en œuvre d'un plan de restructuration crédible visant à rétablir la viabilité de l'entreprise et à maintenir l'essentiel des emplois concernés. L'aide régionale ne peut intervenir qu'à la condition que l'entreprise ne bénéficie pas d'autres soutiens individuels publics de droit commun au profit du même projet (ARITT, POA, PM'UP, etc.).

2/ Bénéficiaires éligibles

Pour être éligible à l'aide régionale, l'entreprise candidate à l'obtention de l'aide régionale doit satisfaire aux critères cumulatifs suivants :

- être une PME au sens des règlements communautaires, conformément à la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 ;
- relever de l'industrie¹ ou des services aux entreprises ;
- être en activité depuis plus de 3 ans à la date de présentation de la demande d'aide ;
- avoir un impact structurant sur son territoire d'implantation, en ayant été identifiée ou à défaut validée a posteriori comme stratégique (retenue comme « compte clé ») selon la démarche d'intelligence économique initiée par la Région et ses partenaires ;
- présenter un plan de restructuration ou de redressement approuvé par le tribunal de commerce compétent et/ou validé par le prestataire désigné par la Région pour instruire les demandes d'aide.

Afin de conforter une stratégie de développement économique durable, réductrice des inégalités sociales et territoriales et appuyée par des partenariats soutenus avec les acteurs de terrain, cette aide régionale est prioritairement réservée aux entreprises implantées dans un territoire signataire d'un Pacte pour l'emploi, la formation et le développement économique avec la Région Ile-de-France au sens de la délibération n° 86-07 « Emploi et territoires » du Conseil régional en date du 27 septembre 2007.

Une priorité d'accès est également réservée aux PMI et de services à l'industrie en vue de conforter les capacités industrielles de l'Ile-de-France.

En outre, les entreprises seront considérées en difficulté si elles se trouvent dans l'une des situations suivantes :

¹ A l'exclusion de l'industrie houillère et de la sidérurgie.

- sociétés cotées et sociétés à responsabilité limitée dont plus de la moitié du capital social a disparu, plus du quart de ce capital ayant été perdu au cours des douze derniers mois ;
- sociétés dont un associé au moins a une responsabilité illimitée pour les dettes de la société, lorsque plus de la moitié des fonds propres, tels qu'ils sont inscrits dans les comptes de la société, a disparu, plus du quart de ces fonds ayant été perdu au cours des douze derniers mois ;
- toutes les formes d'entreprises (PME), lorsqu'elles remplissent les conditions de soumission à une procédure collective d'insolvabilité (redressement judiciaire, liquidation judiciaire ou sauvegarde – même si ces procédures n'ont pas encore été formellement engagées), étant précisé les définitions suivantes :
 - L'entreprise est considérée comme engagée dans une procédure de redressement judiciaire lorsqu'elle est en cessation de paiements, c'est-à-dire dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec son actif disponible (Titre III du Code de Commerce) ;
 - L'entreprise est considérée comme engagée dans une procédure de liquidation judiciaire lorsqu'elle est en cessation de paiements et que son redressement est manifestement impossible à situation constante (Titre IV du Code de Commerce) ;
 - S'agissant de la procédure de sauvegarde, l'entreprise concernée doit justifier de difficultés qu'elle n'est pas en mesure de surmonter, et de nature à la conduire à la cessation de paiements (Titre II du Code de Commerce).

3/ Projets éligibles

L'entreprise candidate doit présenter un plan de restructuration ou de redressement :

- approuvé par le tribunal de commerce saisi (ou à défaut justifier de risquer d'en relever à brève échéance) ;
- appuyé sur le maintien d'une part significative de l'emploi, fixé à un minimum des 2/3 de la masse salariale initiale ;
- dont la viabilité économique et industrielle est validée par le prestataire désigné par la Région à titre de conseil externe ;
- approuvé par la commission permanente du Conseil régional.

Conformément aux lignes directrices communautaires du 1^{er} octobre 2004, le plan présenté doit :

- Décrire les circonstances ayant entraîné les difficultés de l'entreprise ;
- Tenir compte de la situation et de l'évolution prévisible de l'offre et de la demande sur le marché de produits en cause ;
- Tracer des scénarios traduisant des hypothèses optimistes, pessimistes et médianes, ainsi que les forces et faiblesses de l'entreprise ;
- Avoir pour objectif d'accomplir une transition dans un délai raisonnable vers une situation de viabilité à long terme, la mutation proposée devant couvrir, une fois la restructuration achevée, tous ses coûts, y compris les coûts d'amortissement et les charges financières.

4/ Nature et montant de l'aide régionale

L'aide régionale consiste en une subvention visant à cofinancer le plan de restructuration, hors investissements destinés à accroître la capacité de l'entreprise.

Elle est modulée au regard du nombre d'emplois sauvegardés.

Elle ne peut excéder 50% de ces dépenses HT de fonctionnement et/ou d'investissement, sous un maximum de 300.000 €.

Le financement complémentaire des collectivités locales concernées est sollicité, idéalement à parité de l'intervention régionale, dans la limite des plafonds instaurés par la réglementation communautaire.

L'aide régionale, ou le total des aides publiques le cas échéant, ne peut excéder le total des financements privés, constitués des contributions propres de l'entreprise, égales à au moins 25% du plan de financement pour les petites entreprises (moins de 50 salariés) et 40% pour les entreprises moyennes (50 à 250 salariés), éventuellement complétées de concours bancaires obtenus dans le cadre du plan de redressement.

5/ Versement de l'aide régionale

Le versement de l'aide régionale est conditionné à la signature par l'entreprise bénéficiaire d'une convention avec la Région et dont l'adoption du modèle type est du ressort de la commission permanente.

Par dérogation au règlement budgétaire et financier et au regard des conditions d'urgence justifiant le versement de l'aide régionale, celui-ci s'effectue en trois tranches :

- 80% du montant à notification de la décision ;
- 10% au regard de l'avancement du plan de restructuration, soit à la réalisation de 90% des dépenses justifiées par celui-ci ;
- 10% à échéance du plan de restructuration.

L'entreprise ne peut bénéficier de l'aide régionale au sauvetage et à la restructuration qu'une fois tous les dix ans.

6/ Obligations du bénéficiaire

L'entreprise bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre l'intégralité du plan de redressement et à maintenir les effectifs prévus par celui-ci, correspondant aux 2/3 minimum de la masse salariale initiale, sur une période minimale de trois ans.

L'entreprise bénéficiaire s'engage par ailleurs à :

- respecter les clauses de la convention encadrant les conditions d'octroi et de versement de l'aide régionale ;
- assurer la publicité de l'aide régionale ;
- produire le bilan du projet aidé.

Contact :

Direction du développement économique et de l'emploi
Service *Filières, mutations économiques et solidarités*
Grégoire DUPONT-TINGAUD
Tel : 01 53 85 57 23 / Fax : 01 53 85 60 49
gregoire.dupont-tingaud@iledefrance.fr